



Prestations d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique, aux différents stades d'opérations immobilières dites
« AMO Conduite d'opérations »,
au profit des services de l'État et de certains établissements publics
dans la région Nouvelle-Aquitaine.

Accord-cadre à bons de commande

Référence interne : 2025-PFRANA-02

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES CCAP



Sommaire

ARTICLE 1 : PARTIES PRENANTES

ARTICLE 2 : CONTEXTE

ARTICLE 3 : PÉRIMÈTRE

ARTICLE 4 : BÉNÉFICIAIRES

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5.1 : Objet

5.2 : Procédure de passation

5.3 : Allotissement

5.4 : Forme et étendue de l'accord-cadre

5.5 : Lieux d'exécution

5.6 : Langue

ARTICLE 6 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 7 : INTERVENANTS

7.1 : Maître d'ouvrage

7.2 : Maître d'œuvre

7.3 : Autres intervenants

ARTICLE 8 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

ARTICLE 9 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

9.1 : Représentation des parties

9.2 : Représentation du titulaire

9.3 : Forme des notifications et informations

9.4 : Suivi de l'exécution

9.5 : Clause sociale

9.6 : Clause environnementale

ARTICLE 10 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

10.1 : Délais d'exécution

10.2 : Accès aux sites

10.3 : État des lieux

10.4 : Implantation des ouvrages

10.5 : Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

10.6 : Appareils de mesure

ARTICLE 11 : PRÉPARATION – COORDINATION – EXÉCUTION DES TRAVAUX

11.1 : Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

11.2 : Organisation – Hygiène et sécurité du chantier

11.3 : Exécution des travaux

11.4 : Travaux non-prévus

11.5 : Plan d'exécution – Notes de calcul – Études de détails

11.6 : Équipements, matériaux et produits

11.7 : Prototypes et propriété intellectuelle

ARTICLE 12 : RÉCEPTION DES PRESTATIONS (UNITÉS D'ŒUVRE) RÉALISÉES PAR LE TITULAIRE

ARTICLE 13 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

13.1 : Essais et contrôles des ouvrages exécutés

13.2 : Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

13.3 : Réception des travaux

13.4 : Documents fournis après exécution par les entreprises de travaux

ARTICLE 14 : TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

14.1 : Description du traitement de données à caractère personnels

14.2 : Sous-traitance des activités de traitement

ARTICLE 15 : RÉGIME FINANCIER

15.1 : Répartition des paiements

- 15.2 : Retenue de garantie**
- 15.3 : Modalités de facturation**
- 15.4 : Transmission des factures**
- 15.5 : Monnaie et TVA**
- 15.6 : Forme et contenu des prix**
- 15.7 : Variation des prix**
- 15.8 : Rémunération du titulaire et règlement des comptes**
- 15.9 : Délais de paiement et Intérêts moratoires**

ARTICLE 16 : PÉNALITÉS

- 16.1 : Pénalités pour absence de participation aux réunions de chantier**
- 16.2 : Pénalités liées à la remise de documents**
- 16.3 : Défaut de restitution des cartes d'accès**
- 16.4 : Autres pénalités**

ARTICLE 17 : CESSION, GARANTIES ET ASSURANCES

- 17.1 : Cession de créance et nantissement**
- 17.2 : Garantie de parfait achèvement**
- 17.3 : Responsabilités**
- 17.4 : Assurances de responsabilité civile de droit commun**
- 17.5 : Assurances de responsabilité civile décennale**

ARTICLE 18 : OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION

ARTICLE 19 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 20 : DIFFÉRENDS ET LITIGES

- 20.1 : Règlement amiable**
- 20.2 : Contentieux**

ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AU CCAG PI

ARTICLE 1 : PARTIES PRENANTES

Le pouvoir adjudicateur est le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État de la région Nouvelle-Aquitaine (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale), hors ministère des Armées, est le Secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR) de Nouvelle-Aquitaine, assisté de la Plate-forme régionale des Achats (PFRA) du SGAR.

Le RPA est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre, ainsi que les actes modificatifs intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre tels que, notamment, les avenants et les agréments de sous-traitants, pour le compte des services de l'État dans la région Nouvelle-Aquitaine (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des armées et certains établissements publics de l'État de la région Nouvelle-Aquitaine.

Le RPA est également seul compétent pour les décisions de résiliation de l'accord-cadre, dans les conditions énoncées aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

La plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA), désignée ci-après « l'acheteur », est le service du SGAR qui, par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des établissements publics de l'État en Nouvelle-Aquitaine.

La PFRA est habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Les services et établissements publics de l'État membres du groupement, dits « services bénéficiaires », sont chargés de l'exécution (administrative, financière et technique) de l'accord-cadre pour leurs sites respectifs.

A ce titre, par dérogation à l'article 3.7.1. du CCAG-PI, les autorités responsables des services bénéficiaires sont habilitées à passer des bons de commande.

Par dérogation aux articles 13, 14 et 29 du CCAG-PI, les autorités responsables des services bénéficiaires sont également habilitées à prendre toutes décisions, au titre du ou des bons de commande émis, de nature à assurer la bonne exécution des prestations commandées telles que l'application ou l'exonération de pénalités, les mises en demeure, les prolongations de délais, ainsi que toute décision portant grief (ajournement, réception avec ou sans réfaction, rejet, résiliation de bon de commande).

Le service bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services et les établissements publics de l'État coordonnés dans chacun des sites pour la gestion des bons de commande issus du présent accord-cadre.

Le responsable de site est l'interlocuteur du titulaire, désigné par le service bénéficiaire, pour l'exécution des prestations sur le ou les sites dont il a la charge. Il est habilité à émettre toutes directives concernant l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre régional avec le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, et les bons de commande qui en découlent, avec les services bénéficiaires.

Le représentant du titulaire est la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations issues de l'accord-cadre, et des bons de commande.

ARTICLE 2 : CONTEXTE

L'État souhaite mobiliser des acteurs du métier de la « conduite d'opérations », permettant de répondre aux besoins de maîtrise en coûts, qualité et délai concernant des opérations immobilières réalisées au profit des services de l'État et des établissements publics de l'État situés en région Nouvelle-Aquitaine.

Ces opérations entrent dans la programmation pluri-annuelle ordinaire des ministères et des établissements publics. Elles peuvent être des opérations de construction neuve, rénovation, réhabilitation, mise aux normes, déconstruction, dépollution...

ARTICLE 3 : PÉRIMÈTRE

Cet accord-cadre ne concerne que des opérations dont le montant estimé est inférieur à quatre (4) millions d'euros Hors Taxe.

Pour la détermination du montant estimatif d'un projet, le maître de l'ouvrage prend en compte la somme des coûts prévisionnels des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, missions de maître d'œuvre et travaux de bâtiment correspondant aux besoins du maître de l'ouvrage.

Ainsi doivent entrer dans le calcul du montant prévisionnel de l'opération les postes de coûts suivants (dans la mesure où ces prestations sont effectivement nécessaires) :

- Coûts prévisionnels de la mission de conduite d'opérations,
- Coûts prévisionnels des prestations intellectuelles avant travaux (missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage),
- Coûts prévisionnels de la mission de maîtrise d'œuvre,
- Coûts prévisionnels liés à l'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC),
- Coûts prévisionnels liés aux travaux, y compris la mise en œuvre des garanties de parfait achèvement.

Seul le montant estimatif initial tel qu'apprécié par le maître de l'ouvrage est pris en compte.

Une mauvaise estimation, dès lors qu'elle n'est pas, d'une part, manifeste et, d'autre part, intentionnelle ou résultant d'une grave négligence, ne remet pas en cause le choix du lot concerné opéré initialement par le maître de l'ouvrage.

Les éventuelles augmentations ou diminutions du montant des travaux en cours d'exécution (par avenant, révision ou actualisation de prix, ...) ne sont pas pris en compte et ne sauraient en aucun cas remettre en cause le choix du lot concerné opéré initialement par le maître de l'ouvrage.

Les titulaires des lots du présent accord-cadre ne sauraient dès lors se prévaloir d'aucun préjudice ni former aucune demande indemnitaire pour ce motif.

ARTICLE 4 : BÉNÉFICIAIRES

Tous les services de l'État en région Nouvelle-Aquitaine ainsi que les établissements publics listés dans l'annexe 1 au présent document.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5.1 : Objet

L'accord cadre a pour objet une assistance générale à caractère administratif, financier et technique dite « conduite d'opérations » aux différents stades d'une opération immobilière, du programme au parfait achèvement des travaux.

Il concerne des prestations intellectuelles (prestations de Services).

La description des prestations et des livrables est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) suivant l'ordre séquentiel des différentes phases d'une opération de travaux (du programme, au parfaitement achèvement des travaux, avec la mise en œuvre éventuelles des garanties).

5.2 : Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum de 1 600 000,00 € HT, répartis comme suit :

- pour le lot 1 : 600 000,00 € HT
- pour le lot 2 : 1 000 000,00 € HT

5.3 : Allotissement

Le présent accord-cadre comprend deux lots, définis comme suit :

- Lot n°1 : Conduite de « petites » opérations en réhabilitation, dont le montant prévisionnel unitaire est inférieur à un (1) million d'euros hors taxes.
- Lot n°2 : Conduite d'opérations « intermédiaires » en réhabilitation ou construction neuve, dont le montant prévisionnel unitaire est compris entre un (1) et quatre (4) millions d'euros hors taxes.

5.4 : Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est multi-attributaires.

Chaque lot comprend deux attributaires classés respectivement en rang 1 et rang 2.

Il s'exécute par bons de commandes.

Modalités d'établissement des bons de commande :

Le(s) bon(s) de commandes est (sont) passé(s) par le bénéficiaire en fonction du degré d'avancement de l'opération considérée.

Le bon de commande du maître d'ouvrage lui permet de recourir aux unités d'œuvre de conduite d'opération dont il a besoin, à un même titulaire (voir description des phases faisant l'objet d'unités d'œuvre distinctes dans le CCTP : phase programme, phase sélection du maître d'œuvre, phase études, phase travaux, phase achèvement de l'opération) ;

Dans toute la mesure du possible, le maître de l'ouvrage passe un unique bon de commande pour l'ensemble des prestations de conduite d'opération dont il a besoin pour une opération immobilière donnée. Le maître de l'ouvrage décrit le calendrier prévisionnel de l'opération en annexe du bon de commande. En phase d'exécution, dans le cadre de cette opération immobilière, il a également la possibilité de passer un ou des bon(s) de commande pour mettre en œuvre des prestations additionnelles, mais pour autant la solution d'un bon de commande unique concernant une opération immobilière donnée constitue la solution à privilégier. L'annulation de la commande d'une unité d'œuvre (qui doit constituer l'exception et non la règle) est faite par ordre de service.

Le bon de commande est établi après entente avec le conducteur d'opération envisagé selon la méthode d'attribution définie ci-après, sur la base des éléments propres à l'opération.

Chaque bon de commande concerne une opération de travaux déterminée, caractérisée par (éléments apparaissant dans l'annexe au bon de commande initial adressé au titulaire) :

- a. Un calendrier prévisionnel
- b. un degré d'avancement initial au stade de la passation du bon de commande (ex : phase programme, phase sélection du maître d'œuvre, phase études, phase travaux, phase achèvement de l'opération).
- c. Les sujétions particulières : les contraintes de phasage d'opération, les contraintes liées aux sites occupés, les conditions de réception des travaux suivant article 11.8.3 du présent CCAP
- d. un montant estimé d'opération
- e. Un coefficient de complexité de l'opération compris entre 1 et 1,8.

Le coefficient de complexité est déterminé pour une opération donnée, à partir des plages de complexité définies par destination d'ouvrages de bâtiment (domaines) et par les éléments de complexité propres à l'opération, suivant les indications formulées par le guide à l'intention des maîtres

d'ouvrages publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre (actualisation octobre 2019) établi par la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP) :

http://www.miqcp.gouv.fr/images/accueil/Guide_Remun_MOe_Web.pdf

Après avoir examiné contradictoirement avec le conducteur d'opération attributaire du bon de commande les différents critères de complexité, le conducteur d'opération établit et fait valider par le maître d'ouvrage le coefficient de complexité qui sera situé à l'intérieur d'une plage correspondant au type d'ouvrage concerné.

Méthode d'attribution des bons de commande :

Avant l'émission d'un bon de commande, le bénéficiaire sollicite le titulaire de rang 1.

Au regard des éléments qui lui sont communiqués par écrit par le bénéficiaire, le titulaire a la possibilité d'accepter ou de refuser une commande, s'il estime qu'il n'est pas en mesure de répondre aux besoins du maître de l'ouvrage compte tenu de sa charge de travail actuelle et/ou prévisionnelle.

La réponse écrite du titulaire intervient sous 72 h à compter de la sollicitation de l'acheteur. Les échanges écrits font l'objet de simples courriels.

Dans l'hypothèse où le titulaire de rang 1 n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés aux besoins relatifs à l'opération faisant l'objet d'une sollicitation du bénéficiaire, ce dernier pourra s'adresser par écrit au titulaire de rang 2.

Un seul conducteur d'opération peut intervenir sur une opération immobilière déterminée : il dispose d'une exclusivité après passation du 1^{er} bon de commande s'agissant de prestations complémentaires ultérieures (besoins additionnels) qui feront alors l'objet d'un nouveau bon de commande auprès du même conducteur d'opération.

Les prestations constituent pour les titulaires des obligations de résultat.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens qui lui permettent de réaliser les prestations conformément aux spécifications des cahiers des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché

5.5 : Lieux d'exécution

Les prestations objet du présent accord-cadre concernent des opérations immobilières relatives à des sites situés exclusivement dans la région Nouvelle-Aquitaine.

5.6 : Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français

ARTICLE 6 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme initiale de 24 mois, à compter du 1^{er} janvier 2026, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il peut être reconduit tacitement 2 fois par période de 12 mois chacune, soit une durée globale maximale de 48 mois.

Le titulaire ne peut pas s'opposer aux reconductions.

En cas de non-reconduction, la décision est notifiée au titulaire de l'accord-cadre au moins deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

La notification des bons de commande peut intervenir jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande dont la durée d'exécution excède l'échéance de l'accord-cadre se poursuivent jusqu'au terme de la ou des missions pour lesquelles ils ont été passés, quelle que soit la durée d'exécution de celles-ci.

ARTICLE 7 : INTERVENANTS

7.1 : Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'État, représenté par le service ou l'établissement public concerné par l'opération immobilière.

Le service en charge de l'opération est **défini au stade de l'émission du bon de commande**.

7.2 : Maître d'œuvre

Lorsque cette mission de sélection du maître d'œuvre n'incombe pas au conducteur d'opérations, cas où cette phase de sélection est déjà accomplie, ou en cas de recours à un marché global (conception – réalisation, MGP, MGS), alors l'identité du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre est précisée par le maître de l'ouvrage dans les pièces annexes au bon de commande.

Dans le cas contraire, le maître de l'ouvrage peut passer commande auprès du conducteur d'opérations pour sélectionner le maître d'œuvre (cf CCTP).

7.3 : Autres intervenants

Le titulaire peut, suivant l'opération qui lui est confiée, être en rapport avec les acteurs suivants, (liste non exhaustive) :

- Économiste de la construction,
- Programmiste,
- Entreprise d'assistance à maîtrise d'ouvrage de commissionnement,
- Diagnostiqueurs avant travaux (études géotechniques, études de pollution de sol, repérage amiante, études diverses concernant la faune et la flore...),
- Contrôleur technique,
- Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS),
- Ordonnancement-pilotage-coordination (OPC), lorsque distinct du marché de maîtrise d'œuvre,
- Maître d'œuvre,
- Entreprises de travaux.

Conformément à l'article L2422-4 du code de la commande publique « La mission de conduite d'opération est incompatible avec toute mission de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique définie à l'article L. 125-1 du code de la construction et de l'habitation ou d'exécution de travaux, portant sur la même opération et exercée soit par le conducteur d'opération directement, soit par une entreprise liée définie à l'article L. 2511-8. »

ARTICLE 8 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement de l'accord-cadre dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager le titulaire et son annexe financière (BPU) :
 - Bordereau des prix unitaires (BPU) comprenant les prix de rémunération du conducteur d'opération pour chaque unité d'œuvre, complété par le titulaire de l'accord-cadre.

- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe (liste des services bénéficiaires et des établissements publics adhérents) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) ;
- Les éléments de l'offre : mémoire technique des titulaires de l'accord-cadre.

En cas de litige, seuls les exemplaires originaux conservés par l'acheteur font foi.

ARTICLE 9 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

9.1 : Représentation des parties

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître de l'ouvrage lors de la notification du bon de commande initial d'une opération immobilière donnée.

Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Les relations directes entre le titulaire et le représentant de la maîtrise d'ouvrage sont privilégiées.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux, des possibilités d'accès, des règlements propres à chaque administration, des règlements particuliers à chaque établissement et d'une manière générale de toutes particularités pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution, la qualité ou le calendrier des prestations à réaliser.

Le représentant du maître de l'ouvrage met en œuvre tous les moyens nécessaires pour permettre au titulaire de réaliser une visite du site préalable à l'exécution de la prestation, le cas échéant. Cette visite est organisée en respectant les règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des personnes.

9.2 : Représentation du titulaire

Pour chaque opération, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage, des autres entreprises d'assistance à maîtrise d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entreprises de travaux, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du bon de commande. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

Les personnels du titulaire – ou des sous-traitants – qui réalisent les prestations dues au titre du présent accord-cadre sont réputés qualifiés, compétents, formés selon les textes en vigueur, et les prescriptions stipulées dans les cahiers des charges. Ils participent régulièrement à des formations de mise à niveau.

Ils respectent les règlements intérieurs des bénéficiaires.

Ils sont dotés de tenues de travail adéquates à l'exécution des prestations, afin d'assurer leur sécurité. Elle doit permettre de les identifier sur tout site d'un bénéficiaire.

En cas d'insatisfaction dûment justifiée d'un bénéficiaire de l'attitude ou du travail d'un personnel du titulaire, ce service peut exiger du titulaire son remplacement pour les interventions à venir.

9.3 : Forme des notifications et informations

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font par messagerie électronique ou via la plateforme des échanges PLACE permettant dans tous les cas de disposer d'accusés de réception.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.4 : Suivi de l'exécution

Le suivi de l'accord-cadre se fait en trois (3) étapes :

1/. Réunion de lancement

L'acheteur réunit les titulaires du marché ainsi que les bénéficiaires lors d'une réunion de lancement après la notification de l'accord-cadre.

2/. Revue de contrat

L'acheteur organise une réunion avec les titulaires après 18 mois d'exécution.

Toutefois, si des défauts d'exécution récurrents sont constatés, le titulaire peut se voir convoquer par l'acheteur avant la fin de cette période d'exécution de l'accord-cadre.

3/. Enquête de satisfaction et retour d'expérience

L'acheteur interroge les bénéficiaires au travers d'une enquête de satisfaction et demande un retour d'expérience aux titulaires. Cette analyse du déroulement de l'exécution de l'accord-cadre intervient 6 mois avant la date d'échéance.

9.5 : Clause sociale

Pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à dispenser au moins une session de formation dédiée à la santé et à la sécurité au travail, adaptée spécifiquement aux enjeux liés à la conduite d'opérations immobilières.

Cette formation doit permettre de former les collaborateurs du titulaire aux risques spécifiques inhérents aux chantiers immobiliers (risques liés aux interventions sur site, sécurité incendie, manipulations d'équipements, etc.) et ainsi de renforcer les bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion des situations à risque.

La session de formation doit avoir été réalisée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le titulaire communiquera à l'acheteur une attestation justifiant de cette réalisation.

9.6 : Clause environnementale

Le titulaire impose dans la rédaction des contrats dont il a directement la charge (AMO, Maîtrise d'œuvre, marché de conception – réalisation, MGP, ou MGS) ou indirectement (entreprises de travaux) la mise en œuvre de méthodes de réalisation des prestations répondant à des objectifs de développement durable :

- prise en compte de la diminution des rejets de CO₂,
- recyclage des consommables,
- formation des salariés aux exigences environnementales.

Il doit s'assurer que les actions suivantes sont prises en compte par les titulaires des marchés de prestations intellectuelles, le maître d'œuvre et les entreprises de travaux :

- le recours à des énergies renouvelables ;
- l'utilisation de matériaux à faible empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ;
- le recours à des matériaux issus du recyclage ou du réemploi ;
- l'action en faveur de la préservation de la biodiversité ;
- l'amélioration passive du confort d'été ;
- la gestion et la traçabilité des déchets.

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire s'assure de la traçabilité des déchets par le maître d'œuvre. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques des marchés de travaux. En cas de manquement des entreprises de travaux à leurs obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à leurs frais.

ARTICLE 10 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

10.1 : Délais d'exécution

Délais d'exécution des unités d'œuvre (UO) commandées

La date de début d'exécution et les délais d'exécution des unités d'œuvre commandées sont fixés par **l'ordre de service notifié au titulaire** après passation du bon de commande,

Le titulaire est consulté par le maître de l'ouvrage préalablement à toute commande et fait connaître son accord écrit sur le délai d'exécution. Ce n'est qu'à réception de cet accord écrit que le maître d'ouvrage passe commande.

Délai global d'exécution de l'opération faisant l'objet d'un bon de commande

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution de l'opération.

Le délai global d'exécution est fixé dans l'ordre de service succédant à l'émission du bon de commande.

Période de préparation des travaux

Le titulaire tient compte dans le cadre de sa mission d'une période de préparation des travaux d'une durée variable en fonction de la complexité de l'opération. Elle ne pourra être inférieure à 1 mois. La durée de la période de préparation est arrêtée par le maître d'œuvre.

Délai global d'exécution des travaux d'une opération

La date de début des travaux est fixée par ordre de service adressé par le conducteur d'opération au maître d'œuvre. Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un nouvel ordre de service au maître d'œuvre.

Calendrier détaillé d'exécution des travaux

En amont de la désignation du maître d'œuvre, le calendrier général est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le calendrier détaillé établi par le maître d'œuvre distingue, le cas échéant, les différents ouvrages. Il s'appuie sur les éléments précis communiqués par le maître d'œuvre ou par le titulaire du marché d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC). Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire à partir de ces contributions est approuvé par le maître de l'ouvrage.

Au cours du chantier et après consultation du maître d'œuvre et/ou de l'OPC, le titulaire peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution de l'opération.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires des marchés de prestations intellectuelles (par le conducteur d'opération) et des marchés de travaux (par le maître d'œuvre).

Prolongation du délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations de conducteur d'opération étant le cas échéant liés aux délais d'exécution des travaux, les prolongations de délais communément appliquées dans le cadre du CCAG Travaux sont repris ici.

Le maître de l'ouvrage et le conducteur d'opération prennent en considération les aléas climatiques qui peuvent générer un retard dans l'exécution du calendrier d'exécution de l'opération.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, est fixé dans les documents annexes au bon de commande.

En application du troisième paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes climatiques naturels (neige, gel, vent, pluie, canicule), les délais d'exécution sont prolongés.

La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

La prolongation des délais d'exécution est subordonnée à une durée limite de 10 jours ouvrables annuels.

10.2 : Accès aux sites

En amont de la phase de désignation du maître d'œuvre ou d'autres intervenants, le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité)

D'une manière générale, et sauf intervention urgente, le titulaire s'assure que le bénéficiaire est informé de son intervention, a minima, vingt-quatre heures (24h) ouvrées avant celle-ci. Le bénéficiaire est responsable de l'accessibilité de son site par le titulaire, notamment, le cas échéant, en dehors des heures ouvrées.

Le titulaire et son personnel sont soumis aux règles d'accès et de sécurité des sites des bénéficiaires. En cas de non-respect, le titulaire et les agents peuvent se voir refuser l'accès à un site par le bénéficiaire. La responsabilité de cette situation incombe alors au titulaire ; ce dernier ne peut ainsi prétendre à une quelconque indemnisation.

Le titulaire effectue auprès du bénéficiaire toutes les procédures de sécurité nécessaires – accès, habilitation, accréditation, etc. – pour permettre l'accès de ses agents aux sites.

Les bénéficiaires effectuent toutes les diligences nécessaires pour permettre aux titulaires de satisfaire à ces contraintes et d'exécuter leurs prestations dans de bonnes conditions.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payants

10.3 : État des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et des titulaires des marchés de travaux, pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié par le maître d'œuvre aux entreprises concernées. En l'absence de maître d'œuvre, il revient au conducteur d'opération, la notification de ce constat contradictoire, après validation du maître de l'ouvrage.

Le titulaire et/ou le maître d'œuvre ne peuvent se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- des mesures de sécurité lui incombant,
- de l'exploitation du domaine public et des services publics,
- de l'exécution simultanée d'autres travaux dès lors que ces derniers avaient été mentionnés dans les pièces annexes au bon de commande initial.

10.4 : Implantation des ouvrages

Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître de l'ouvrage a confié au titulaire la réalisation de la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage-piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informe avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L554-2 du Code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R554-25 du Code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le maître de l'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'œuvre.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R.554-25 du code de l'environnement.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

Réalisation des travaux à proximité des réseaux

La localisation des réseaux relevant de la classe B, le titulaire est tenu de faire exécuter par le maître d'œuvre les opérations préalables de repérage des réseaux existants suivant l'une ou l'autre des deux options suivantes, en fonction du contexte de l'opération :

- réaliser les opérations de localisation des réseaux (OLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux. Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur. Les OLR sont réalisées contre rémunération.
- utiliser les techniques dites « douces » mentionnées au guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux.

Piquetage général

L'opération ne comprend pas de piquetage.

Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire s'assure que le maître d'œuvre prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître de l'ouvrage et se met en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

Le maître d'ouvrage peut ajourner les travaux et indemnise le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

10.5 : Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Provenance des matériaux et produits

Sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire donne des orientations au maître d'œuvre, pour fixer la provenance des matériaux, produits et composants de construction.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire exige du maître d'œuvre qu'il s'assure, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par les titulaires des marchés de travaux et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits

Le titulaire demande au maître d'œuvre de définir les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;

La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières des titulaires des marchés de travaux, ou de leurs sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP des marchés de travaux (élaboré par le maître d'œuvre) précise les essais et vérifications dont les entreprises de travaux sont chargées au titre de l'auto-contrôle.

Le titulaire peut demander au maître d'œuvre, après accord du maître de l'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par les marchés de travaux.

Ces essais et vérifications effectués par un tiers sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG-TX, si les essais que le titulaire, le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage ordonne à un tiers aux titulaires (du ou des marchés de travaux concernés) révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à sa (leur) charge.

10.6 : Appareils de mesure

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations. Il peut déléguer cette prestation au maître d'œuvre.

Le titulaire veille à ce que ces appareils soient maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et font l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

ARTICLE 11 : PRÉPARATION – COORDINATION – EXÉCUTION DES TRAVAUX

11.1 : Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Période de préparation

Le maître d'œuvre a préalablement notifié les marchés de travaux.

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le titulaire :

- autorisation d'accès au site ;

- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en vue de sa transmission au maître de l'ouvrage ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

Par le maître d'œuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au maître d'œuvre ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux, en particulier au regard de leur qualité, de leur durabilité et de leurs caractéristiques environnementales ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier.

Par les entreprises de travaux :

- la remise des documents administratifs prévus au titre de l'opération ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- le cas échéant, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- le cas échéant, les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre. Le titulaire formule ses observations éventuelles au maître d'œuvre avant tout début du chantier.

11.2 : Organisation – Hygiène et sécurité du chantier

Les dispositions suivantes peuvent, le cas échéant, être complétées avec les exigences relatives à l'ouverture du chantier considéré.

Un Procès-Verbal d'Ouverture de Chantier (PVOC) est établi pendant la période de préparation du chantier par le maître d'œuvre. Ce PVOC sera mentionné dans le compte-rendu de chantier ainsi que dans le Registre Journal tenu par le coordonnateur SPS s'il y en a un.

Il est nécessairement antérieur au début des travaux et est établi avec la présence obligatoire :

- du maître de l'ouvrage et du titulaire
- du Coordonnateur de Sécurité et de Santé (phase réalisation),
- de la maîtrise d'œuvre
- des entreprises de travaux

Et, le cas échéant :

- de l'OPC
- du Contrôleur Technique
- etc.

Ce PVOC fait office d'état des lieux contradictoire au sens de l'article 11 du CCAG-Travaux.

Le titulaire s'engage à faire respecter par le coordonnateur SPS les principes généraux de prévention définis par les articles L.235-1 et suivants du code du travail

Les entreprises de travaux sont chargées :

- de désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- d'informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et à lui indiquer leur objet ;
- de donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître de l'ouvrage, il en informe également et de façon concomitante, le maître d'œuvre ;
- de viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
- d'accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS
- de demander à leurs sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n°95-543 du 4 mai 1995.

Le cas échéant, les entreprises sont tenues de participer aux réunions du collège inter-entreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail (CISSCT) qui sera constitué, au plus tard, 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, le titulaire fournit le nom de ses deux représentants pour la participation au-dit CISSCT.

11.3 : Exécution des travaux

Tâches essentielles

En cas de groupement d'opérateurs économiques (titulaire du présent accord-cadre), le co-traitant peut exécuter une ou plusieurs des tâches essentielles suivantes (mais non la totalité de ces tâches) :

- Missions habituelles relevant de la conduite d'opérations (assistance générale à caractère administratif, financier et technique aux différents stades d'une opération immobilière, du programme au parfait achèvement des travaux),
- Passation de marchés publics de prestations intellectuelles (AMO et maître d'œuvre),
- Suivi d'exécution de ces marchés publics,
- Constatation du service fait, analyse des pièces produites par les entreprises (ex : devis, projet de décompte, facture...) et intervention, le cas échéant, sur des pièces de liquidation de la dépense (état d'acompte...) dont l'établissement relève de la mission du maître d'œuvre,
- Suivi de la performance environnementale et énergétique de l'opération.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître de l'ouvrage.

Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre. Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

11.4 : Travaux non-prévus

Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés aux titulaires des marchés de travaux conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux. On distingue les modifications fonctionnelles exigées par le maître de l'ouvrage et les aléas techniques qui résultent d'un événement d'un caractère imprévisible. Ces travaux modificatifs se retrouvent dans les projets de décompte et état d'acompte examinés par le conducteur d'opération et le maître d'œuvre.

Dépassement du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur (maître de l'ouvrage) ou à la conclusion d'un avenant, sachant que la décision de poursuivre ou la conclusion d'un avenant sont préparées par le conducteur d'opération.

11.5 : Plan d'exécution – Notes de calcul – Études de détails

A réception du bon de commande correspondant, l'élément de mission EXE est confié par le titulaire, agissant pour le compte du maître d'ouvrage, au maître d'œuvre. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

Les titulaires des marchés de travaux fournissent au maître d'œuvre les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation;
- aux ouvrages provisoires;
- aux moyens de chantier.

11.6 : Équipements, matériaux et produits

Fournis par le maître de l'ouvrage

Dans le cas où des équipements, matériaux et produits sont fournis par le maître d'ouvrage, alors mention en est faite dans les documents annexés au bon de commande

Fournis par les entreprises titulaires des marchés de travaux

Le titulaire s'assure que les choix du maître d'œuvre concernant les équipements, matériaux et produits proposés par les entreprises des marchés de travaux sont conformes aux exigences (qualité, durabilité, critères environnementaux et énergétiques des produits) du maître de l'ouvrage avant leur mise en œuvre.

Des échantillons sont entreposés dans le local fixé par le maître d'œuvre et, le cas échéant, sont présentés dans le cadre du bureau local témoin. Lorsque les pièces contractuelles des marchés de travaux prévoient des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu...), les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

11.7 : Prototypes et propriété intellectuelle

Les livrables rédigés par le titulaire dans le cadre des prestations qui lui ont été confiées demeurent la propriété de l'État.

ARTICLE 12 : RÉCEPTION DES PRESTATIONS (UNITÉS D'ŒUVRE) RÉALISÉES PAR LE TITULAIRE

La réception est la décision, prise après vérifications, par laquelle le maître de l'ouvrage reconnaît la conformité des prestations du titulaire aux stipulations de l'accord-cadre.

La décision de réception vaut attestation de service fait. Elle est notifiée par ordre de service au titulaire ou toute autre forme écrite (ex : PV de réception), après validation des livrables par le maître de l'ouvrage.

Elle permet ainsi l'ordonnancement de la dépense et le règlement des prestations au titulaire.

Pour chaque unité d'œuvre (UO) de l'accord-cadre, le CCTP énonce les livrables attendus permettant de prononcer le service fait.

La réception des prestations se fait conformément aux articles 28 et 29 du CCAG PI.

ARTICLE 13 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

13.1 : Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques des marchés de travaux, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le(s) titulaire(s) du(des) marché(s) de travaux et le maître d'œuvre ou son représentant.

13.2 : Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le conducteur d'opérations s'assure que les stipulations ci-dessous relatives aux marchés de travaux soient mises en œuvre par les entreprises, sous la supervision du maître d'œuvre.

Au terme des travaux le titulaire du (des) marché(s) de travaux doit :

- procéder à l'évacuation de ses (leurs) déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

13.3 : Réception des travaux

Les conditions relatives au phasage des travaux (cas notamment des emprises occupées), à la réception et à la prise de possession (le cas échéant anticipée des locaux) sont définies en annexe au bon de commande.

La réception des travaux se fait conformément à l'article 41 du CCAG Travaux.

Des réceptions partielles de travaux peuvent être prononcées pour des parties d'ouvrage et/ou des tranches de travaux concernées, conformément à l'article 42 du CCAG Travaux. Ces éléments sont précisés dans le cadre des ordres de service notifiés au titulaire.

13.4 : Documents fournis après exécution par les entreprises de travaux

Les documents remis par les entreprises de travaux au maître d'œuvre, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG Travaux et peuvent être précisés soit dans les pièces annexes au bon de commande.

Les documents devront être remis par les entreprises au titulaire dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux.

Ces documents sont présentés en **3** exemplaires et reproductibles, dont un dématérialisé.

Le conducteur d'opération confie le soin au maître d'œuvre de rassembler ces éléments.
Le titulaire est chargé, au titre de l'UO COP 7 (cf. CCTP), lors de la phase de remise des ouvrages aux utilisateurs, de communiquer ces dossiers au représentant du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 14 : TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Pour l'application du présent article, et au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) :

- le responsable de traitement est l'acheteur ;
- les sous-traitants sont les titulaires de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer, pour le compte de l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

14.1: Description du traitement de données à caractère personnels

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent accord-cadre au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution de ces prestations et en cas de besoin avéré, la PFRA pourra mettre à disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonctions, courriels, téléphones professionnels, direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires.

La transmission de ces données a pour unique but de faciliter la mise en relation avec les services bénéficiaires, et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

14.2 : Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe l'acheteur, préalablement et par écrit, de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates de du marché public. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément par l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

ARTICLE 15 : RÉGIME FINANCIER

15.1 : Répartition des paiements

Les prestations à bons de commande de l'accord-cadre donnent lieu à facturation selon les modalités suivantes :

La demande de paiement est adressée au bénéficiaire après la décision de réception.

Le bénéficiaire arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

Le titulaire a droit au versement d'acomptes au titre des prestations déjà exécutées lorsque le délai d'exécution est supérieur à 3 mois (et à un mois pour les PME). Ces acomptes sont versés tous les 3 mois (ou tous les mois pour les PME) dans les conditions décrites au CCAG-PI.
Les prestations ne font pas l'objet d'un règlement partiel définitif.

15.2 : Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

15.3 : Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique ou référence équivalente pour les établissements publics)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective d'exécution des services ;
- la dénomination précise des prestations réalisées et la référence de l'unité (des unités) d'œuvre correspondante(s)
- le prix forfaitaire hors taxes des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu,
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

En cas de cotraitance :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG PI.

15.4 : Transmission des factures

Les factures sont transmises de façon dématérialisée.

Préalables techniques et réglementaires

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/rubrique> « nous contacter »

Modes de transmission

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1 - Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet, en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- soit déposer ses factures sur le portail ;
- soit saisir directement ses factures.

2 - Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro :

- dépôt ou saisie de factures ;
- suivi du traitement des factures ;
- adjonction et téléchargement de pièces complémentaires ;
- etc.

3 - Mode EDI (Echange de Données Informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée, ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux :

- soit directement à Chorus Pro ;
- soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les renseignements utiles pour déposer une facture libellée au nom du service indiqué dans le bon de commande sont les suivants. Dans le bloc « MOE » et le bloc « Destinataire » :

- n° SIRET : indiqué dans le bon de commande
- Code service exécutant : indiqué dans le bon de commande.
- Ces données figurent dans l'adresse de facturation du bon de commande.

15.5 : Monnaie et TVA

L'unité monétaire applicable est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

15.6 : Forme et contenu des prix

Les prix (montants forfaitaires valables par tranches financières d'opération) figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Tout montant figurant dans cette annexe est un montant hors taxe et en euros.

Les prix s'entendent toutes taxes comprises, frais de reprographie, de transport, de livraison, d'études et tout autre frais accessoire nécessaire à la bonne exécution des missions confiées au titulaire, au lieu indiqué par le représentant du maître de l'ouvrage.

15.7 : Variation des prix

Le maître d'ouvrage émetteur d'un bon de commande procède aux calculs de variation des prix selon les modalités déterminées ci-après.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de Juillet 2025 (mois de remise des offres). Ce mois est appelé "mois zéro".

L'index de référence est l'index ingénierie " I " publié au Bulletin Officiel du ministère chargé de la construction.

Pour les opérations d'une durée inférieure à un an à compter de la date de notification du bon de commande, les prix sont fermes et actualisables en fonction du mois de remise des offres (mois zéro) et

de la date effective de début d'exécution des prestations du titulaire, suivant les prescriptions fixées par ordre de service.

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient Ci d'actualisation, donnée par la formule :

$$Ci = (Im-3) / Io$$

dans laquelle Io est l'index ingénierie du mois zéro et (Im-3) est l'index ingénierie du mois antérieur de 3 mois au mois "m" contractuel de commencement d'exécution des prestations.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

L'actualisation sera mise en œuvre si un délai supérieur à 3 mois s'est écoulé entre la date de notification de l'accord cadre et la notification du bon de commande.

Pour les opérations dont la durée est supérieure à un an à compter de la date de notification du bon de commande, les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire du bon de commande et répondent aux stipulations suivantes :

La révision sera effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule:

$$C = 0,15 + 0,85 Im/Io$$

dans laquelle :

Io = index ingénierie du mois zéro (mois d'établissement des prix de l'accord-cadre = Juillet 2025)

Im = index ingénierie du mois m (mois de révision)

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

15.8 : Rémunération du titulaire et règlement des comptes

Avances

Dans le cas où le titulaire n'a pas renoncé au versement de l'avance, celle-ci sera versée indépendamment du montant du bon de commande et de la durée d'exécution de celui-ci.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % si le titulaire ou le sous-traitant est une petite et moyenne entreprise (PME).

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions du présent article sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Le début du remboursement de l'avance est effectué quand le montant des prestations exécutées par le titulaire s'élève à 65 % du montant TTC de la partie forfaitaire du bon de commande. Le remboursement s'achève quand le montant des prestations exécutées par le titulaire s'élève à 80 % du montant TTC de la partie forfaitaire du bon de commande.

Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois (un mois pour les PME).

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R2191-21 à 23 du Code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

15.9 : Délais de paiement et Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 16 : PÉNALITÉS

Le présent article déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-PI.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

16.1 : Pénalités pour absence de participation aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 200 euros.

16.2 : Pénalités liées à la remise de documents

En cas de retard constaté par le maître de l'ouvrage dans la remise de documents dans le cadre de l'exercice de sa mission et notamment :

- la remise de calendrier prévisionnel à jour,
- le tableau de suivi financier de l'opération,
- le tableau de suivi des garanties de parfait achèvement,

le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard.

16.3 : Défaut de restitution des cartes d'accès

Pour les bénéficiaires qui prévoient la nécessité d'une carte d'accès à leur site, le défaut de restitution de carte d'accès par le titulaire dans le délai prévu ou, à défaut, en fin de marché, le soumet à une pénalité forfaitaire de 200 euros par carte non remise.

16.4 : Autres pénalités

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître de l'ouvrage dès la 1^{ère} réunion de chantier, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par jour de retard jusqu'à la production des attestations.

ARTICLE 17 : CESSION, GARANTIES ET ASSURANCES

17.1 : Cession de créance et nantissement

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Il n'est pas possible de céder ou de nantir des créances sur des prestations sous-traitées.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

17.2 : Garantie de parfait achèvement

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le titulaire participe à cette visite qui se tient en présence du représentant du maître de l'ouvrage.

17.3 : Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre et en dérogation à l'article 30 du CCAG PI, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du Code civil.

17.4 : Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

17.5 : Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du Code des assurances, le montant prévisionnel de l'opération étant inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

ARTICLE 18 : OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler au représentant du maître de l'ouvrage tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire a un devoir de conseil (et/ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

ARTICLE 19 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence. Ainsi, le cas échéant, il est fait application du Chapitre 7 du CCAG-PI.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnisation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du ou des bons de commande notifiés au titulaire, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 10 %.

ARTICLE 20 : DIFFÉRENDS ET LITIGES

20.1 : Règlement amiable

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

L'acheteur s'engage à en accuser réception dans les quinze jours. L'acheteur dispose du délai prescrit par le CCAG-PI pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire en réclamation.

Le mémoire en réclamation est à adresser à : pfra@nouvelle-aquitaine.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au **Médiateur interne relations fournisseurs** à l'adresse suivante : mediateur-rfar@nouvelle-aquitaine.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties peuvent saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/mediateur-des-entreprises-contacter-le-mediateur>

En cas d'échec de cette dernière, les parties peuvent saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties peuvent néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation par le médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartient à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

20.2 : Contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

33000 BORDEAUX

Tél : +33 556 993 800

Adresse internet : <http://www.bordeaux.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AU CCAG PI

L'article 1 du présent CCAP déroge aux articles 3.7.1, 13, 14 et 29 du CCAG PI

L'article 16 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG PI

L'article 17.3 du présent CCAP déroge à l'article 30 du CCAG PI